

LA SERBIE

JOURNAL POLITIQUE HEBDOMADAIRE

Paraissant tous les Samedis

Rédacteur en chef : Dr Lazare MARCOVITCH, professeur à l'Université de Belgrade

RÉDACTION et ADMINISTRATION
60, rue du XXXI Décembre - Genève
Téléphone 14.05

ABONNEMENT } Suisse 6 fr. — par an
Autres pays. 9 fr. —

LA BATAILLE DE FRANCE

Deux ans après Verdun, les Allemands ont recommencé au mois de mars, par leur ruse nouvelle sur le front occidental, le même travail de Sisyphe : le percement du front franco-anglais. L'expérience de Verdun ne semble pas leur avoir servi, car le plus gros canon allemand est loin d'être aussi lourd que ne l'est l'esprit de ce peuple. C'est pourquoi ils s'obstinent, malgré tant d'échecs précédents sur ce front, à poursuivre la réalisation de leur « plan grandiose », sacrifiant des centaines de milliers d'hommes, sans jamais arriver à saisir les véritables causes de leurs insuccès. Allemand, capable dans le détail, est piteux dans l'ensemble. Qu'il s'agisse des problèmes politiques ou de la conduite de guerre, ils commettent les mêmes erreurs psychologiques.

Leur jugement manquant de base morale, tous leurs efforts sont destinés à rester stériles et vains lorsqu'ils se trouvent en face d'adversaires dont les qualités morales résistent à toute épreuve. Les Prussiens n'ont pas compris ce que c'est la force morale des Français, leur héroïsme et leur endurance qui étaient la cause de l'échec allemand à Verdun. Ils l'attribuaient au contraire à l'insuffisance de leur préparation matérielle. Car, pour les Allemands, tout le problème militaire se réduit à une question d'effectifs et de matériel. On s'empresse de construire de nouveaux canons plus lourds que les anciens et on finit même par inventer des pièces à longue portée. Cependant, malgré les masses des divisions ramenées de Russie, malgré les « Gothas » et les « Berthas », la dernière offensive allemande ne semble pas avoir plus de chance de réussir que les précédentes. Depuis le commencement, on a changé déjà plusieurs fois d'objectif stratégique, et cela seul permet déjà de douter du succès de l'entreprise.

Le seul effet certain et positif de la dernière offensive allemande était de développer l'esprit combatif chez l'adversaire. La brutalité des procédés allemands a réveillé chez les Français l'esprit belliqueux des anciens Gaulois et le peuple français, essentiellement pacifique et humanitaire, a évolué dans le sens militariste. Les démocrates, républicains et socialistes français se sont peu à peu mués en guerriers intrépides, résolus à soutenir la lutte jusqu'à la victoire. Ainsi à côté de l'armée française avec laquelle les Allemands ont dû compter et dont la force leur était connue d'avance, surgit une armée nouvelle, une armée des citoyens dont la force surprenante défie tout le jugement des cercles militaires et de l'Etat-major allemand. Le miracle de la Marne et la défense héroïque de Verdun ont été dus à cette force nouvelle et imprévue. C'est cette armée des citoyens libres, conscients du danger que court leur patrie et, avec elle, la liberté et la civilisation du monde que les Allemands trouveront en face d'eux sur le champ de bataille de Flandres.

Les progrès que l'esprit combatif a fait en France dans le dernier temps, on peut les apprécier d'après la popularité toujours grandissante de M. Clémenceau, dont pendant longtemps l'on craignait l'audace et la manière autoritaire. A présent il est devenu l'idéal du peuple français. Le « Tigre » est devenu populaire à ce point que les jeunes recrues se donnent volontiers le nom de tigres en témoignage de leur admiration pour l'énergique président du conseil. Voilà un des effets de la dernière offensive, l'effet qui n'était pas prévu par les Allemands. Mais il en est d'autres non moins importants et significatifs.

Ainsi jamais la France n'apparut au monde plus grande qu'au moment actuel où, trahie par son alliée et toute saignée de blessures, elle tient fièrement tête à la ruse ennemie. Malgré le défaitisme par lequel on essaya de la diviser et de la déshonorer, elle sut refouler l'ennemi en lui faisant payer cher chaque pouce de terrain qu'il prétendait lui enlever. Elle présente aujourd'hui un exemple analogue à celui de l'époque de la grande révolution, lorsqu'on refoula les ennemis coalisés tout en faisant la guerre à l'ennemi intérieur : les partisans de l'ancien régime. De tels spectacles, on n'en voit guère que chez les Français, dont l'attitude et les vertus civiques rappellent les plus beaux moments de l'antiquité. Epris de liberté, les Français, chez qui les sentiments supérieurs de l'honneur et de la justice sont innés, ont été de tout temps le peuple dont la gloire a fait l'admiration du monde.

Ce sont les âmes de leurs ancêtres qui revivent aujourd'hui en eux.

Félicité de sa victoire de Tsouchima, qui surprit le monde entier, l'amiral Togo répondit avec modestie : Ce sont mes ancêtres et non moi qui ont gagné la bataille. En effet, les qualités acquises des ancêtres, fixées dans l'âme de leurs descendants, représentent une force morale capable de résister à toute épreuve.

La France d'aujourd'hui comme celle d'autrefois peut être fière de ses fils. Tandis que les Allemands plient sous les coups, craignent la menace et la terreur et se grisent de chaque succès, les Français se redressent dans le malheur et se surpassent dans le péril en faisant des efforts surhumains. On peut en dire presque autant de leurs alliés britanniques. Ceux-ci, par leur résistance obstinée dans les premiers jours de l'offensive, ont prouvé une fois de plus qu'ils sont en défensive les premiers soldats du monde.

Aussi l'avance allemande des trois premiers jours fut une victoire à la Pyrrhus. On peut dire avec justesse que les Anglais sont pour la défensive ce que les Français sont pour la guerre de mouvement : c'est à dire incomparables. La bravoure française et la ténacité britannique ont altéré tout le jugement que les Allemands ont porté sur la force de résistance des Alliés.

La troisième phase de la dernière offensive vient de commencer par la marche sur Amiens. Sans être un grand prophète, on peut prédire comment elle va finir. Mais les Allemands ne se tiendront pas pour battus. Ils poursuivront la lutte jusqu'à leur épuisement complet qui ne tardera pas à venir. On entend déjà le fouet de Hindenbourg siffler autour des têtes des alliés de l'Allemagne et des souverains vassaux. Il faut que tout le monde marche. Cela rappelle le fameux geste de Xerxès forçant à coups de fouet les Perses d'avancer aux Thermopyles. Mais les esclaves ont rarement eu raison des hommes libres. L'histoire est là pour crier cette vérité à ceux qui n'apprennent rien de la vie.

M. D. M.

Les seidleriades extra-parlementaires

Après le discours de Czernin devant la municipalité de Vienne, ce fut au tour du Dr Seidler de parler devant les chefs des partis politiques. Evitant le Parlement, comme son collègue les Délégations, Seidler, fidèle au partage convenu des rôles, s'est borné à parler uniquement des aspirations nationales yougoslaves.

« Je ne sais pas, dit-il, si l'Etat sud-slave naîtra un jour. Ce n'est pas une impossibilité, mais il n'est pas possible d'en parler ici, parce que l'affaire ne concerne pas uniquement l'Autriche, mais aussi la Hongrie et la Bosnie. Je ne veux

pas non plus envisager la question de savoir si certains territoires autrichiens pourraient être réunis à cet Etat, mais une chose est assez claire : c'est que si un tel Etat était créé, il va sans dire qu'il ne pourrait être question d'une telle création que sous le sceptre de S.M. et que cet Etat ferait partie intégrante de la monarchie et ne pourrait être par des conditions de paix et qu'on ne pourrait pas lui annexer toutes les parties du territoire autrichien séparant cet Etat de l'Adriatique et se trouvant en étroite union avec les régions parlant allemand. »

Ainsi, le chevalier Seidler nous dit ne pas savoir si les Yougoslaves obtiendront l'indépendance politique ou non. Il ne dit pas qu'il s'opposera à la création de la Yougoslavie, il ne dit pas non plus qu'il facilitera sa réalisation. Tout dépend, comme il l'a laissé sous-entendre, de la conduite des Yougoslaves. « Si vous vous comportez bien, on fera quelque chose pour vous, sinon alors, gare à vous ! » C'est le sens des paroles du ministre-président autrichien et des menaces proférées à la fin du discours.

En attendant de voir l'effet de ces menaces et de ces offres déguisées, il n'est pas sans intérêt de constater que les trois points négatifs posés comme « condition sine qua non » de toute solution de la question yougoslave, sont précisément les points sur lesquels le chevalier Seidler pouvait s'exprimer avec le moins de certitude.

D'abord, une Yougoslavie dans le cadre de la monarchie ne serait qu'une farce. Parce que de deux choses l'une : ou bien elle sera libre et indépendante et alors cette Yougoslavie se séparera immédiatement de la Magyarie et de l'Autriche. Ou bien elle aura seulement l'apparence d'un Etat indépendant, tout en restant une province austro-magyare. Le second point est encore plus clair. M. Seidler nous assure que jamais la question yougoslave ne sera l'objet de la conférence de la paix. On verra. Enfin, il donne l'assurance aux Allemands que la Yougoslavie, si elle venait à être créée, n'embrassera pas tout le littoral adriatique et que les Allemands garderont au moins une partie des pays slovènes. C'est ce qui reste également à voir.

La science allemande et le bulgarisme

La guerre ayant privé la science allemande des marchés nombreux qu'elle s'était procurés dans les pays alliés, les savants allemands se voient obligés, faute de mieux, de fraterniser avec les Magyars, Bulgares et Turcs. Ce n'est pas évidemment très flatteur pour l'ambition teutonne, mais à la guerre comme à la guerre. Ainsi la dernière visite en Bulgarie et sur le front de Salonique a tellement enthousiasmé les professeurs allemands, que leur joie de ne pas se voir complètement isolés, leur avait inspiré des paroles plus que significatives. Le chef de l'expédition universitaire allemande, le célèbre criminaliste Karl Binding, de Leipzig, le même qui avant la guerre n'aimait pas à voir dans son institut les étudiants bulgares, a prononcé, à Sofia, le discours suivant, d'après le « Dnevnik » du 28 mars :

« Nous, professeurs allemands, en recevant l'invitation de la Société des savants et artistes bulgares, de venir à Sofia pour y faire des conférences, l'avons acceptée de tout notre cœur, parce que nous savions que nous irions dans un pays ami et allié. Comme le plus âgé parmi vous, je puis vous assurer que je serais venu ici et au front de Salonique, même en risquant ma vie. Il est juste et nécessaire que la Macédoine reste dans les mains bulgares, éprouvées et capables. En ma qualité de savant, qui s'est occupé longuement des questions du sort humain, je puis assurer que l'alliance entre l'Allemagne et la Bulgarie doit rester en vigueur pour toujours,

sans égards aux difficultés qui pourraient survenir. »

Que le vieux professeur Binding soit un bon patriote allemand, personne ne saurait l'en blâmer, mais son zèle bulgaromane est pourtant un peu exagéré. Risquer sa vie en Serbie uniquement pour aider les Bulgares à anéantir le peuple serbe, c'est trop — même pour un professeur allemand. Si l'on se rappelle aussi les idées du professeur Binding sur le Droit Criminel, sur son essence et ses sanctions, on doit s'étonner que le représentant autorisé de l'école criminaliste allemande n'ait pas su trouver le temps d'enseigner aux Bulgares quelques notions élémentaires, sinon morales, du moins juridiques, sur le crime et les châtements. Au lieu de jurer sur l'alliance éternelle bulgaro-allemande, le professeur Binding aurait pu se souvenir du texte du serment que ses étudiants prononçaient devant lui, lors des promotions, du serment engageant les jeunes juristes à ne défendre que ce qui est juste. Et il aurait pu dire aux Bulgares que le mal reste le mal, le crime reste le crime même s'il n'est pas de suite expié. Le vieux professeur aurait peut-être risqué sa vie par de telles paroles, mais il aurait sûrement sauvé l'honneur de la Science. Il ne l'a pas fait et c'est ainsi qu'il lui est arrivé juste le contraire. Lui est rentré sain et sauf à Leipzig. Et la science allemande ? Elle a vu s'ajouter à ses nombreuses tâches antérieures une tâche nouvelle et non la moins laide.

Le corridor tchéco-yougoslave

Nous avons reçu la lettre suivante de M. A. Chervin :

J'ai lu, avec le plus vif intérêt, le très remarquable article que M. Marc Dufaux a publié, dans le No du 27 avril 1918 de votre vaillante feuille, sur l'Autriche-Hongrie. J'applaudis, des deux mains, aux arguments de l'honorable rédacteur en chef de « La Suisse ». Comme lui, j'estime que « l'équilibre européen acquerrait une stabilité meilleure et plus durable si les nationalités allogènes opprimées étaient libérées. »

Permettez-moi d'ajouter un argument complémentaire à tous ceux développés avec une logique irrésistible, par M. Marc Dufaux. Libérer les Slaves de l'Autriche est, évidemment, le premier acte à accomplir ; les unir est l'acte terminal indispensable qui mettra le sceau à leur indépendance, et à la tranquillité de l'Europe. On ne peut y arriver qu'en créant le Corridor de communication que j'ai imaginé et qui comprend les territoires des Comitats de Moson, Sopron, Vas et Zala. D'une part, en effet, ce Corridor séparerait la Hongrie de l'Autriche, de l'autre il permettrait l'union territoriale des pays tchèques et de la Yougoslavie.

Après la guerre, l'activité économique renaîtra peu à peu et les Slaves de l'Autriche ne seront certes pas en retard pour s'efforcer de faire revivre l'industrie,

l'agriculture et le commerce. Or, quels sont les éléments indispensables à cette renaissance ? Ce sont, n'est-il pas vrai, les moyens de communications faciles, rapides et à bon marché. Dans quelle situation seront, sous ce rapport, les Yougoslaves, et les Tchèques ? Ils ne pourront communiquer qu'à travers l'Autriche et la Hongrie et les difficultés seront, certainement, très grandes sous tous les points. Les Allemands et les Hongrois voudront, sans aucun doute, se réserver le marché yougoslave. Ils ne permettront pas aux marchandises slaves de traverser leurs territoires sans les grever de lourdes perceptions et de longs délais de transit afin de les décourager. Donc, le commerce yougoslave ne pourra pas s'approvisionner du charbon et des produits de toutes les industries tchèques dont il est dépourvu et dont il aura besoin, sans passer sous les fourches caudines des tarifs et des douanes austro-hongroises. La Yougoslavie aura, évidemment, toute facilité pour commercer par mer avec l'Italie, la France et l'Angleterre. Mais les produits tchèques qui pourraient lui parvenir facilement et à bon compte lui seront en quelque sorte interdits.

Actuellement, le Corridor est sillonné par de nombreux chemins de fer d'intérêt local et deux importantes lignes : 1° la ligne de Vienne à Budapest par Grammat-Neusiedl et Győr ; 2° la ligne de Vienne à Pécej (Pécs) en passant par Wiener-Neustadt, Sopron, Szombathely, Nagy-Ka-

nizza (où elle rencontre la grande ligne Budapest à Trieste, par Pragarjé (Pragerhof), Celje (Cilli) et Ljubljana (Laiabach) puis Mura-Keresztur et enfin Gyékényes où a lieu l'embranchement de la ligne Budapest à Riéka par Zagreb.

Pour assurer une communication indépendante entre les pays tchèques et yougoslaves, il suffira donc d'utiliser la ligne locale existante: Pressburg à Szombathely passant par Parndorf, Vulka et Sopron. De cette façon Pressburg sera en communication directe avec Zagreb et avec le port de Riéka. Donc, si le Corridor existait on pourrait s'en servir pour des communications faciles, rapides, à bon marché entre les Slaves. Ce serait, en tous cas, une porte de secours, lorsque l'intérêt ou la malveillance austro-hongroises menaceraient de rendre les autres impraticables.

Je crois donc qu'il faut absolument faire entrer la création du Corridor dans les desiderata essentiels des Slaves de l'Autriche et j'espère que « La Serbie » voudra bien entrer dans cette voie.

A. CHERVIN.

Paris, 1er mai 1918.

Le "Times" et la question d'Autriche-Hongrie

Nos lecteurs connaissent l'attitude du grand journal anglais dans la question d'Autriche-Hongrie. On peut dire en effet que personne n'a écrit des articles aussi persuasifs et aussi documentés sur le sort inévitable de la monarchie dualiste, que M. Steed, directeur politique du Times. C'est pourquoi nous tenons à enregistrer un article, paru récemment, dans le numéro du 1er mai du Times, et dans lequel on traite le programme austro-hongrois avec des nuances un peu différentes. Voici la conclusion de l'article en question :

« Les faits tels que les mouvements des peuples vers la liberté ne peuvent pas être ignorés. Est-ce que les Habsbourg ont la sagesse et le courage de leur regarder dans la face ? Il paraît que c'est de cela que dépend le sort de leurs possessions et de leur ancienne maison. On a des raisons à croire que l'empereur Charles a eu la conscience, dès les premiers mois de son règne, de la situation réelle et des moyens propres à la dominer. Est-ce qu'il tiendra désespérément à son alliance avec les ennemis héréditaires de l'Etat autrichien et de sa dynastie, avec l'espoir passionné que les Hohenzollern agiraient loyalement et généreusement envers leurs rivaux déchus, les Habsbourg, ou bien suivre son destin, avec la majorité de ses sujets, accorder dans une large mesure leurs demandes d'autonomie, et tâcher de placer lui-même et sa famille à la tête de la Confédération de l'Europe orientale, nouvellement constituée ? La première voie signifie l'abaissement des Habsbourg au rang des princes « particularistes » allemands, tels que les rois de Saxe ou de Bavière. La seconde entraînera, selon toute probabilité, la sécession d'une grande partie des Allemands d'Autriche à l'Allemagne. Les difficultés du choix sont très grandes et l'hésitation est bien compréhensible, mais si cette hésitation devait se prolonger longtemps, toute liberté de choix pourrait disparaître. Feu l'empereur François-Joseph n'était pas insensible aux gros avantages d'une réconciliation radicale avec les sujets slaves, une réconciliation qui, entre autres choses, aurait rendu possible une solution autrichienne du problème polonais. L'Allemagne cependant empêcha cette tentative comme elle emploiera aujourd'hui toute sa force pour dissuader le successeur de l'entreprendre. »

La nouvelle menace allemande

Les révélations Liehnowsky-Mühlon dissipent tous les doutes sur la préparation de la guerre actuelle de la part de l'Allemagne et suffisent complètement à convaincre de son innocence les pires ennemis de la Serbie. L'Allemagne — cela devient chaque jour plus évident — a préparé cette guerre minutieusement et de longue main. D'autre part, le traité de paix signé par les bolchevickis à Brest-Litovsk, a complètement révélé les plans allemands conçus par les pangermanistes affolés, plans dont la réalisation est la tâche principale du militarisme prussien. Les clauses de la paix conclue par la Quadruple avec la Roumanie, démontrent également toute l'horreur de la mégalomanie du militarisme allemand.

Il est évident aujourd'hui, que l'Allemagne vise, non seulement la domination économique et politique en Europe et en Asie Mineure, mais dans l'Asie tout entière. Ses colonies d'Afrique sont bien éloignées; la puissance maritime de l'Angleterre empêche efficacement l'Allemagne d'en profiter à son gré. Pour le moment l'Allemagne s'apprête à renoncer à l'écartement du danger anglais. Elle espère y arriver après avoir conquis les pays centraux de l'Asie, ce qui est à peu de choses près, déjà fait, après la défection russe. Le démembrement de la Russie n'est que le premier pas dans ce but. D'autre part, les amputations de la Roumanie sont destinées aux mêmes fins ainsi que la mainmise déjà accomplie sur l'Autriche-Hongrie.

L'Allemagne est prévoyante et elle s'arrange toujours de façon à avoir plusieurs cordes à son arc. Voilà pourquoi elle ne se contente pas du débouché de Trieste sur l'Adriatique pour exporter ses marchandises. Les nombreuses lignes de chemins de fer à travers les petits Etats futurs, héritiers de la Russie d'hier, lignes conduisant aussi vers l'Asie continentale ne suffisent pas non plus aux convoitises allemandes. La ligne de chemin de fer, connue sous le nom Hambourg-Bagdad, n'est plus capable, par son existence fictive, ni de stimuler les fabricants allemands, ni d'enthousiasmer les soldats impériaux pour de nouveaux sacrifices. Les morphinés prussiens réclament des doses toujours plus fortes. Ils les ont découvertes dans la combinaison d'une nouvelle ligne de pénétration vers l'intérieur de l'Asie. Cette ligne de communication doit profiter du Danube, traverser la Mer Noire jusqu'au port de Batoum et, de là par la terre, passer jusqu'à la Perse et aux frontières des Indes d'une part et de la Chine de l'autre. Il faut amputer à la Roumanie les contrées nécessaires pour l'établissement de cette ligne projetée; il faut ensuite, posséder l'estuaire du Danube et le port de Batoum. Voilà pourquoi les maximalistes ont dû céder Batoum à la Turquie (lisez: à l'Allemagne).

On comprendrait facilement ce nouveau projet pangermaniste si l'on considérait toutes les éventualités qui se produiraient en envisageant l'hypothèse de la fermeture du canal de Suez, la déchéance de la Bulgarie ou de la Turquie, sans vouloir tenir compte de toutes les difficultés résultant de la situation dans les nouveaux Etats, héritiers de la Russie. Pour parer à toutes ces éventualités l'Allemagne désire établir encore cette ligne de communication qui passerait à travers l'Autriche-Hongrie asservie, c'est-à-dire à tra-

vers le propre territoire allemand. La Mer Noire, sillonnée par quelques croiseurs et sous-marins allemands, et minée à l'entrée du Bosphore c'est le lac intérieur de l'Austro-Allemagne. Et les nations de l'intérieur de l'Asie, seraient-elles capables de résister à une Austro-Allemagne dont les perfides et dangereux agissements se sont révélés pendant la guerre actuelle dans les différents pays?

Le jour où l'Allemagne aurait réussi à réaliser cette ligne de communication entre l'estuaire du Danube et la Perse, elle n'aurait plus besoin ni de la Bulgarie ni de la Turquie. En même temps, l'Allemagne se trouverait aux portes des Indes et de la Chine et la ligne Hambourg-Bagdad perdrait désormais de son importance. Mais, tresse au cœur du continent asiatique, elle dominerait aussi les autres contrées de ce continent. C'est alors que l'Angleterre, d'abord, et les autres puissances ensuite, se trouveraient devant une Allemagne invincible. Pour ne pas subir de telles épreuves, l'Angleterre et ses alliés d'aujourd'hui doivent engager toutes leurs forces pour balayer à plate couture l'Allemagne dans la guerre actuelle et la mettre à la raison. L'entrée du Japon dans la lutte certifierait la défaite allemande.

Ce combat titanesque entre les deux adversaires est la lutte pour la vie ou la mort. L'irréversible folie allemande ne renoncera jamais à la réalisation de ses plans monstrueux. Les Alliés feront de même l'impossible pour faire échouer cette réalisation. La lutte ne se terminera que par la victoire complète, remportée sur les Allemands. Les petits peuples subjugués de l'Europe, profiteront de cette victoire, car les vainqueurs auront besoin de ces peuples, le lendemain de la paix conclue, pour parer aux dangers pangermanistes de l'avenir.

M. M. B.

Sous le titre, « La voie vers l'Asie Occidentale », l'orientaliste allemand bien connu, le Dr Ernest Jäckh, vient de publier dans la « Deutsche Politik » un article très remarqué et qui ne devrait pas échapper à l'attention des milieux alliés. Jäckh considère que le chemin allemand vers l'Asie occidentale se trouve fortifié par deux faits nouveaux: par l'extension de la Turquie et l'occupation de la Roumanie.

L'extension de la Turquie est assurée de deux façons: par l'acquisition des territoires dans la direction du Caucase, et par l'augmentation du prestige turc en Asie Centrale. Tout cela est à l'avantage de l'Allemagne, d'autant plus que le chemin allemand vers l'Orient se trouve élargi: de l'étroit couloir balkanique qu'il suivait par la Bulgarie et la Turquie, il passe maintenant la large route centrale par la Lithuanie, l'Ukraine, le Caucase et l'Asie Centrale. Le résultat inévitable en est que la Roumanie, encerclée de tous côtés, sera finalement englobée dans le système de l'Europe Centrale et de l'Asie Proche.

« En dépit de Pachitch et de Venizelos, la Serbie, la Grèce et le Monténégro seront forcés d'adhérer au système mittel-européen... La Mer Noire ainsi que le Danube, sera libre de toute influence russe, française ou anglaise. La Russie ne touchera plus ses côtes et ne troublera plus l'Orient, au service de la France et de l'Angleterre. La Mer Noire sera complètement entourée de la Quadruple Alliance, pour la plus grande partie par la Turquie, puis par la Bulgarie, toutes deux alliées de l'Allemagne; ensuite par l'Ukraine et la Transcaucasie, toutes deux sous le protectorat allemand. Le Danube et le Caucase, à l'ouest et à l'est de la Mer Noire, complètent la paix orientale et fortifient la route allemande vers l'Asie Occidentale. »

Il reste à voir si le morceau n'est pas trop gros même pour l'appétit insatiable des Germains.

Le retour de l'Autriche à la politique ouverte

Après d'infructueuses tentatives d'amener les pays occidentaux à causer autour du tapis vert, faisant semblant de vouloir une paix sincère, l'Autriche-Hongrie a fini par s'apercevoir que toutes ces machinations, pièges et embûches ingénieux n'auront pas de succès. Ses dirigeants paraissent maintenant disposés à jouer cartes sur table. Appuyés sur l'omnipotence allemande, dont ils espèrent la réalisation de leurs plans, les Autrichiens affichent ouvertement leurs desseins et font appel aux hommes dont les noms incarnent la politique de sabre et de conquête. L'apparition de Tisza et de ses adeptes sur la scène politique pour y jouer un rôle actif en est le premier signe. Avec Tisza et ses hommes, la monarchie habsbourgeoise veut donner à sa politique un caractère net et clair. Cela veut dire qu'elle abandonne l'attitude de fausse modération et de pacifisme adoptée par Czernin et autres pour la changer en politique ouverte d'impérialisme. Le changement qui s'opère actuellement est fort caractéristique pour les vrais mobiles de la politique austro-hongroise. Un coup d'œil rétrospectif sur la dernière année politique en Autriche-Hongrie jettera une lumière complète sur les motifs et l'essence de la tactique austro-hongroise.

Au début de 1917, au moment du piège de Stockholm, de la révolution russe et de l'action des Etats-Unis, les dirigeants de l'Autriche-Hongrie avaient fait de grands efforts pour se rapprocher des puissances occidentales, dans le but d'ouvrir la voie à une paix générale. L'Autriche-Hongrie, qui se considérait comme ennemi secondaire des puissances occidentales et de l'Amérique du Nord, croyait pouvoir servir d'intermédiaire entre l'Occident et l'Allemagne. L'Allemagne poussait son « brillant second » à pratiquer efficacement sa traditionnelle politique de duperie, en vue de préparer le terrain à une paix allemande. Pour éviter la confiance dans la sincérité de son action auprès des démocraties occidentales, l'Autriche-Hongrie imagina un revirement qu'elle appelait d'orientation démocratique. C'est à ce moment qu'elle fit appel aux hommes nouveaux et congédia tous ceux dont le nom a été mêlé aux origines de la guerre. L'amnistie fut donnée aux hommes politiques slaves incarcérés, Tisza fut éliminé et Czernin arriva au pouvoir avec une phraséologie pacifiste. Avec lui fut inaugurée une vie politique pacifiste à l'étranger en même temps que des pourparlers secrets avec les agents de l'Entente. Entre temps, la révolution russe prenait un caractère favorable aux visées des Centraux. Leur position s'améliorait chaque jour en Orient pour devenir enfin dominante après la trahison maximaliste. A partir de ce changement « l'orientation démocratique et pacifiste » proclamée avec tant de tapage, perdit de son caractère démocratique et pacifique et devenait un annexionisme et impérialisme impossibles à dissimuler. Les « désirs » des peuples baltes de s'unir avec l'Allemagne et les « rectifications des frontières » au préjudice de la Roumanie l'attestent excellemment. Enfin l'offensive allemande et son favorable début raffermisèrent les espoirs et faisaient croire à une victoire décisive. Ainsi l'amélioration de la situation militaire et l'insuccès de la politique souterraine préparaient peu à peu le retour à l'ancienne politique de sabre pratiquée au début de la guerre.

FEUILLETON

GHIGA GHERCHITCH

Les journaux autrichiens de Belgrade nous ont appris l'autre jour la mort du doyen de la science juridique serbe, Ghiga Gherchitch. Ainsi le sort cruel qui avait condamné cet apôtre de notre unité nationale à subir, pendant plus de deux ans, le régime odieux de l'occupation austro-magyare, n'a pas voulu lui laisser au moins la satisfaction de voir sa Patrie, à laquelle il croyait et pour laquelle il luttait, restaurée et unie avec son pays natal, sa Voïvodina si brutalement ligotée par les Magyars. Ne pouvant pas même songer à une retraite par l'Albanie, à cause de son grand âge, Gherchitch était resté en Serbie, et tranquillement et stoïquement il se préparait à accepter toutes les humiliations et toutes les épreuves. Pourtant, il n'avait pas cru qu'on oserait le toucher là où chaque Serbe, sans distinction, est le plus sensible. Menacé de mourir de faim, Gherchitch a été obligé de recevoir des autorités d'occupation, conformément aux règles du Droit International, sa pension de conseiller d'Etat en retraite. Il s'agissait d'une petite somme que l'Autriche avançait à lui et aux autres fonctionnaires serbes pour le compte de la Serbie, qui était obligée de la rembourser après la guerre. Mais les autorités austro-magyares forcèrent le vieillard de 75 ans à déclarer avoir reçu la pension qu'il touchait de l'ancien Etat serbe! Gherchitch a dû supporter cette humiliation et tant d'autres que nous ignorons. La mort l'a délivré d'une situation intenable tout en lui enlevant la possibilité de voir le Droit restauré et la Justice sanctifiée. Pour lui une mort aussi prématurée était la plus tragique et la plus injuste. Mais le corps affaibli n'a pu obéir jusqu'à la fin à la volonté

de l'esprit. Il a succombé les dents serrées et le cœur meurtri, emportant dans la tombe sa foi dans la Serbie.

Il n'est pas facile de donner dans un article de journal un aperçu même sommaire de l'œuvre vaste et féconde de feu Gherchitch. Dans la vie politique serbe, Gherchitch a joué un rôle des plus importants. Il était camarade, ami et collaborateur de Svetozar Marcovitch, Pachitch, Protitch, Patchou, Todorovitch, Michailovitch, de ce noyau démocratique d'où est sorti le parti radical qui a défendu si énergiquement les droits de la souveraineté du peuple, acceptant même la lutte ouverte avec la couronne.

Si la Serbie, au commencement du XXe siècle, a pu se présenter devant l'Europe comme un Etat démocratique, organisé suivant les principes de la souveraineté nationale, le mérite en revient à ces hommes, et parmi eux, à Gherchitch. La Constitution serbe de 1888, et qui est en vigueur aujourd'hui sous le nom de la Constitution de 1903, a été élaborée avec le concours prépondérant de Gherchitch. Mais ce n'est pas seulement dans le domaine de la politique intérieure que Gherchitch déployait son activité. Son idéal, après avoir vu la Serbie devenir un Etat démocratique modèle, allait plus loin. Il pensait à la délivrance des frères opprimés de Bosnie, de Voïvodina, de Dalmatie, de Croatie et à leur réunion à la Serbie. Venu en Serbie encore tout jeune, de Bela Crkva (Banat), Gherchitch incarnait, par sa présence même, l'idée de l'unité nationale pour laquelle il n'avait jamais cessé de travailler. Encore sous le bombardement de Belgrade, en 1914, il terminait, dans sa petite maisonnette blanche toute tournée vers les plaines du Banat, son œuvre dernière, une étude approfondie sur les unions douanières en théorie et en pratique. Ce livre, consacré à l'idée de l'émancipation

économique et politique de la Serbie, respire un optimisme robuste et une foi inébranlable dans l'avenir du peuple serbe.

Gherchitch a été plusieurs fois député, sénateur et vice-président du Sénat, à l'époque où la Serbie possédait le système des deux Chambres. Il a été aussi ministre de la Justice, et comme parlementaire il se distinguait par un remarquable talent oratoire. Ses discours étaient toujours improvisés et il les prononçait avec une verve et une sûreté étonnantes.

Comme juriste, Gherchitch a enrichi la littérature juridique serbe de plusieurs ouvrages ayant une valeur impérisable. Malheureusement l'activité politique avait fortement influencé ses travaux scientifiques et l'œuvre accomplie par Gherchitch dans le domaine du Droit est restée un torso. Egalement fort dans le Droit privé (Institutions du Droit romain) et dans le Droit public (Droit diplomatique), Gherchitch s'était créé, par son universalité une situation spéciale parmi les juristes serbes. Il a été élu membre de l'Académie Royale de Serbie, en reconnaissance de ses mérites pour le développement de la science du Droit. Malgré son âge avancé, Gherchitch a gardé sa chaire à la Faculté de Droit de Belgrade, jusqu'à la guerre, et avec les premiers obus autrichiens qui tombèrent sur l'Université de Belgrade ont cessé également les cours si appréciés et si aimés du professeur Gherchitch. Le destin n'a pas voulu que le doyen de la science juridique serbe put proclamer, du haut de sa chaire à l'Université restaurée et renouée de Belgrade, que les enseignements qu'il donnait aux jeunes juristes pendant quarante ans, se sont révélés justes, et que le Droit finit toujours par triompher.

L.

Dans ces changements continus de la politique autrichienne on peut toujours voir le reflet de la volonté allemande. Quand l'Allemagne convoyait ses commis-voyageurs socialistes à Stockholm et comptait avec l'action de Bolo et consorts, elle jouait une politique de modération que l'Autriche, son lieutenant fidèle, pratiquait avec la plus grande énergie et dévouement. Mais aujourd'hui le pangermanisme déborde et la politique de fausse modération paraît superflue parce que les Centraux voient se réaliser leurs buts par les armes. Aussi le pacifisme mielleux de Czernin est inutile, le jeu démocratique en Hongrie suranné et la liberté d'exprimer leurs doléances accordée aux peuples slaves et latins de l'Autriche, dangereuse.

Les révélations de M. Clemenceau ont accéléré le changement de politique et ont contribué à ce que la politique austro-hongroise montre son véritable caractère. Plus que jamais on peut se rendre compte des buts actuels et futurs de la Monarchie. Ils concordent tous avec ceux de l'Allemagne et jamais l'influence allemande n'était plus forte en Autriche-Hongrie, bien que les Russes ne soient plus dans les Carpathes. Les changements actuels dans la Double monarchie sont à méditer par tous ceux qui, dans leur naïveté, croient à une action séparée quelconque de l'Autriche-Hongrie.

L. P.

Le drame de Sarajevo

— Fin du deuxième acte —

Le peuple allemand, en dépit de sa phénoménale rapacité et de son esprit profiteur, n'en est pas moins trop prudent pour se laisser conduire par des apparences à la soi-disant « nécessité d'une guerre ». Des arguments faciles ne pouvaient avoir de prise que dans un milieu frivole, étourdi et aveuglé de mépris et de haine. Ces conditions, indispensables à l'excitation d'un peuple à la guerre, n'étaient réalisables qu'à Vienne qui abrite dans ses murs la population la plus vaine et la plus insouciant que soit. Le « cœur d'or viennois » (das goldene Wienerherz), ainsi que l'appellent les Viennois eux-mêmes, était à tel point rempli de haine pour les Serbes, qu'il ne fut pas difficile à des meneurs habiles de mettre le peuple en présence du fait accompli de la guerre.

La grande monarchie danubienne, toujours la menace aux dents, mobilisait donc chaque année depuis 1908, et il a fallu toute la ténacité de la diplomatie européenne pour mettre un frein à la haine belliqueuse des Autrichiens. En 1913, Vienne annonça même à Rome sa décision d'une guerre contre la Serbie; ce fut le marquis San Giuliano qui réussit alors à retarder cette « aventure periculisissima » (voir « Mémoires du prince Lichnowsky »). En outre, l'Autriche n'osait pas partir en guerre et attaquer la petite Serbie sans s'être préalablement assuré le concours allemand. En 1914, ce dernier obstacle étant écarté, la guerre se prêtant aux combinaisons de Berlin, la diplomatie européenne ne fut plus en état de sauver le monde d'une catastrophe. Avec le concours du comte Tisza, Berlin réussit à échauffer le fait accompli d'une déclaration de guerre facilement soutirée du vieillard de quatre-vingt-quatre ans qui occupait alors le trône des Habsbourg. L'assassinat de Sarajevo n'a été pour les dirigeants de Vienne et de Berlin qu'une solution inespérée et telle qu'ils eussent à peine osé la rêver. Qui sait si pourtant cette solution était aussi inespérée à Berlin et à Vienne? Qui sait si au contraire elle n'y a pas été calculée et préparée? (« Gazette de Lausanne, N° 114, 27 IV, 1918 »).

Toutefois, « l'indignation profonde » du peuple allemand pour les assassins de Sarajevo, à l'Est de l'Europe, ne suffisait pas pour exciter les Allemands à massacrer, à l'Ouest, les Belges, et à piller les villes wallonnes; donc l'état-major prussien « suggéra » l'attaque aérienne fran-

caise contre la « ville ouverte » de Nuremberg et se déclara en état de guerre avec la France. Ainsi Berlin et Vienne avaient obtenu leur guerre fraîche et joyeuse tant désirée — dont elles ne peuvent sortir aujourd'hui!

Des documents d'une valeur indiscutable démontrent la préparation austro-allemande de cette tragique aventure mondiale. Les révélations du prince Lichnowski dévoilent la préparation politique. Au point de vue mercantile, c'est M. le Dr Mühlton, ci-devant membre du directoire des usines de Krupp, qui tire le rideau. Il nous démontre que la guerre a été décidée, préparée et provoquée par le chef de la plus grande société anonyme d'armements, M. Krupp von Halbach-Bohlen, et son plus gros actionnaire, Guillaume II de Hohenzollern. Cette « grosse affaire », qui devait rapporter aux actionnaires de Krupp un dividende « pyramidal » inconnu jusqu'à présent, fut, selon M. Mühlton, combinée et décidée encore dans le temps où le voyage de l'archiduc François-Ferdinand à Sarajevo n'était pas même à l'état de projet. Ces révélations prouvent clairement que l'Autriche était dans les combinaisons le « spiritus movens ».

A ces deux révélations concernant le côté politique et mercantile des préparations de la guerre mondiale, s'en joint une troisième: dans sa brochure « Die Bundestreue », M. Wlad. Getlich, (capitaine Ordon) jette une lumière inattendue sur le côté militaire des préparations austro-allemandes de cette catastrophe, la plus grande que l'histoire ait connue.

Fait curieux et d'une piquante saveur: ce sont les puissances centrales elles-mêmes qui fournissent les preuves de leur responsabilité de la guerre mondiale. Après l'ambassadeur allemand à Londres et le directeur de Krupp, c'est maintenant un capitaine d'Etat-Major autrichien qui laisse deviner comment Berlin et Vienne fomentèrent cette guerre.

L'auteur ne peut être que bien informé, ayant longtemps séjourné en Russie jusqu'au début de la guerre, puis par son service à l'Etat-Major autrichien. Il donne de la guerre une interprétation toute spéciale qui vient compléter les révélations du Prince Lichnowsky et du Dr Mühlton.

Les indications qui nous sont données par M. Getlich sont des plus intéressantes, surtout celles qui avaient été tenues secrètes jusqu'alors et qui concernent la première offensive autrichienne en Galicie et les machinations berlino-viennoises, dirigées d'un côté par l'empereur Guillaume II et de l'autre, par l'archiduc Frédéric, généralissime de l'armée habsbourgeoise. De ces données ressort clairement la bassesse du gouvernement viennois qui n'hésita pas à sacrifier des centaines de milliers de soldats autrichiens pour faire triompher le militarisme prussien et, ajoutons, pour avoir enfin « sa guerre » contre la Serbie.

Cependant l'auteur, peut-être à cause de sa longue absence d'Autriche, passe sous silence un des chapitres les plus essentiels de l'origine de la guerre, à savoir les machinations autrichiennes contre Belgrade. Il risque ainsi d'entretenir l'illusion, contraire à toute vérité, d'une Autriche victime plutôt que complice de son alliée; c'est pourquoi sa brochure « Die Bundestreue », malgré son importance, ne peut être considérée comme une explication complète des origines de la guerre, mais seulement comme une des pierres angulaires de ce « casse-tête chinois » des responsabilités de l'excitation à la guerre mondiale. Les révélations du prince Lichnowsky, la lettre du M. Mühlton en sont les autres pierres. Le tableau s'éclaircit de jour en jour et démontre déjà aujourd'hui que les coupables ne peuvent être cherchés qu'à Berlin et à Vienne.

Il ne manque plus que la pierre la plus essentielle de cette énigme: celle qui concerne la responsabilité de l'assassinat de Sarajevo.

Et justement aujourd'hui où tout le monde attend l'éclaircissement de ce mystère, le bureau officiel de correspondance de Vienne annonce que le jeune meurtrier de l'archiduc François-Ferdinand, Gavrilo Princip, vient de mourir de la « tuberculose des os ». Curieuse coïncidence! Ce n'est plus la brochure « Die Bundestreue » du capitaine Getlich, mais bien son travail précédent « Oesterreichs Schicksalsstunde » qui doit être tiré de l'ombre. A la page 16 de cet ouvrage, l'auteur cite le conseil d'un officier autrichien

pour le traitement des prisonniers slaves: « Il faut que nous leur inoculions le bacille de la tuberculose, pour qu'ils en périssent peu à peu!!! Et c'est de la tuberculose et des os que Gavrilo Princip est mort; il avait été condamné à la réclusion perpétuelle, tandis qu'il n'avait pas encore 20 ans. Ses deux camarades ont été pendus. Ainsi nous n'apprenons plus rien d'eux, nous ne saurons plus de leur bouche qui leur a suggéré l'attentat de Sarajevo. Mais... le comte Tisza vit encore. Qu'on attende le 3e acte de la tragédie!

A. B.

Les « quatre » royaumes bulgares

Ou comment les professeurs bulgares fabriquent l'histoire

Nous trouvons dans l'« Echo de Bulgarie » du 3 avril, un document amusant sur la façon dont les Bulgares fabriquent l'histoire. Un certain Zlatarsky, qui enseigne l'histoire bulgare à l'Université de Sofia, a découvert quatre Etats bulgares au Moyen-Age. Voici ce qu'il en dit:

« A la veille de l'invasion ottomane dans la presqu'île des Balkans, la Bulgarie était partagée en quelques Etats séparés: royaume de Tirnova; royaume maritime; principauté du nord de la Macédoine (Kuslendi), royaume de l'ouest (Krali Marko), royaume de l'est (Ouglesch). Tous ces petits Etats furent un à un très facilement subjugués par les Osmanlis. »

Ainsi, la clé de l'énigme balkanique est trouvée. Au lieu de parler d'une Bulgarie il est beaucoup plus commode de dire que tous les Etats balkaniques au Moyen-Age furent des Etats bulgares, s'étendant de Belgrade à Andrinople et des bouches du Danube à l'Adriatique, comme le fait ce professeur d'« histoire » bulgare. On n'a plus alors besoin de justifier les prétentions sur les terres serbes, grecques ou roumaines. Tout est bulgare, tout était bulgare!

Il est utile d'ajouter que ce sieur Zlatarsky n'est pas tout à fait inconnu. C'est lui qui a tracé les cartes fantastiques publiées par Rizoff dans son fameux Atlas. Comme le papier et les couleurs supportent tout, l'historien bulgare s'est librement promené sur toute la presqu'île balkanique marquant les frontières bulgares partout où bon lui semblait. C'est ainsi qu'il lui est arrivé le malheur de désigner comme Bulgarie de 1355 l'Empire serbe de Douchan le Puissant, précisément de la même époque. Voyant que cette farce ne pourra pas réussir, le professeur Zlatarsky s'est dépêché de l'expliquer, et c'est là qu'il faut chercher la cause de sa trouvaille ingénieuse de quatre Bulgaries!!

Ce que les Bulgares racontent aux Serbes en Serbie

— Les potins d'avril —

L'organe officieux bulgare pour les régions occupées, le « Moravski Glas » du 28 avril, publie en gros caractères et en tête du journal, sous le titre sensationnel « Une séance sanglante dans la Skoupchtina serbe à Corfou », l'information suivante:

« A la première séance de la Skoupchtina fut élu président M. Georges Bratchinalz commerçant très en vue de Rajan, membre de l'opposition, du parti nouvellement formé des « dissidents ». Le premier qui parla fut Nicola Pachitch. Il fit un long exposé de toute sa politique en exil et se déclara à la fin partisan de la politique alliée, c'est-à-dire de la continuation de la guerre jusqu'à la victoire. Lorsqu'il eut

terminé son exposé, Pachitch demanda le vote de confiance. Sur 118 députés présents, 104 ont voté, 14 se sont abstenus. Le vote a donné 50 voix pour la politique de Pachitch et 54 contre elle.

« Après le vote, on donna la parole au député Minitch, qui est prêtre et qui jouit d'une grande popularité dans la Skoupchtina, surtout auprès des amis de Pachitch. Le prêtre Minitch se déclara très satisfait de la politique suivie et adressa au Parlement un appel tendant à appuyer le gouvernement dans la continuation de la lutte jusqu'à la victoire. Après Minitch, ce fut Alexa Jouévitch, de l'opposition, professeur à l'Université de Belgrade, qui prit la parole. Jouévitch exprima les sentiments de toute l'opposition, attaquant violemment Pachitch et sa politique sanglante. « Nous ne demandons plus au peuple serbe de suivre la politique néfaste du gouvernement actuel. C'est un devoir sacré pour nous tous de demander la paix, afin de sauver le reste de notre peuple. » A l'ouïe de ces paroles, les députés gouvernementaux se mirent à crier et à protester, ce qui excita encore davantage l'orateur. Au milieu du tumulte, Jouévitch sortit de sa poche un revolver et tira plusieurs balles sur Minitch, qui s'affaissa tout en sang.

« Le ministre de la guerre tira de son côté, du banc des ministres, sur Jouévitch et le tua sur le coup. Une confusion indescriptible s'en suivit, les députés se sauvèrent de tous côtés, par les portes et les fenêtres. A ce moment, quelqu'un tira sur Pachitch et le blessa.

« Cet incident sanglant obligea le gouvernement de démissionner. Le prince-héritier vint à Corfou, de Salonique, et entama des pourparlers avec les chefs de l'opposition, en vue de la constitution d'un cabinet de coalition. Mais tous les efforts du prince Alexandre restèrent vains. L'opposition avait formulé les conditions suivantes pour la coalition: 1. Conclusion de la paix avec les puissances centrales et leurs alliés; 2. Abdication de la dynastie des Karageorgevitch du trône serbe. Comme il n'a pas été possible de former un ministère de coalition sous de telles conditions, Pachitch a repris les rênes du gouvernement. »

Et les Bulgares s'imaginent que la population serbe va croire à toutes ces fantasmagories!!

Une importante réunion

Nous apprenons que le mercredi 15 mai aura lieu, à Genève, une grande réunion concernant les affaires de Grèce et de l'hellénisme.

Les personnalités les plus en vue de la Suisse romande prêteront leur concours actif et les meilleurs orateurs de Genève y prendront la parole. Un sujet si intéressant ne manquera pas d'attirer une grande affluence.

Nous recommandons chaudement cette réunion à nos amis et à nos lecteurs.

Persécutions helléniques

Nous venons de recevoir une brochure intitulée: « Persécutions helléniques », contenant les rapports officiels et autres documents importants. Ces rapports étant constitués par des pièces officielles (consulats et ambassades), il ne peut y avoir aucun doute sur l'authenticité des faits y mentionnés.

Après les Arméniens, les Syriens et les Grecs. La liste des martyrs est au complet.

Nous nous proposons de revenir sur cette brochure, d'un intérêt capital, dans notre prochain numéro.

La carrière d'un chauvin balkanique

Le ministre de Bulgarie à Berlin, M. Dimitrié Rizoff, qui vient de mourir, était du nombre de ces diplomates qui sont restés très en retard sur les idées contemporaines, incapables de suivre le courant de l'évolution moderne; il ne pouvait se mettre au pas de la civilisation actuelle. Ces diplomates quittent le monde tels qu'ils y sont venus; partisans des idées d'il y a trente ans, ils leur restent attachés pour trente ans encore. C'est pourquoi la fin de la carrière politique et diplomatique de M. Rizoff ne diffère guère de son commencement. Tout en étant ennemi déclaré des Slaves, Rizoff faisait souvent les yeux doux aux Serbes; bien qu'anti-démocrate avéré, il s'habillait plus que modestement pour masquer son anti-démocratie!

Macédonien, il était entré dans la vie politique comme publiciste et chauvin incorrigible. Pour lui, comme pour tout le troupeau des journalistes bulgares, la Macédoine était une terre bulgare habitée exclusivement par les Bulgares. Toujours fidèle aux traditions de la politique chauvine bulgare, Rizoff appuyait sa thèse de la Macédoine « bulgare » sur des droits historiques imaginaires et sur une ethnographie falsifiée que l'on assignait, au Comité macédonien et au Ministère des Affaires étrangères de Sofia, de plus d'imagination chauvine que d'impartialité scientifique. Bien que les Bulgares affectassent devant l'Europe d'être eux-mêmes convaincus que la Macédoine est exclusivement bulgare, ils n'ont pas hésité à recourir aux moyens, très efficaces et très persuasifs, selon leurs conceptions, par lesquels ils tentent de rendre la Macédoine « telle qu'ils désiraient la voir. Un de ces moyens bulgares fut la « propagande par l'action », comme ils la dénomment, c'est-à-dire la propagande par le fer et par le feu. Cette propagande devait inculquer aux Macédoniens leur « vraie » nationalité, car, toujours selon les Bulgares, pour rendre un peuple conscient de sa nationalité et pour lui inspirer des sentiments patriotiques, il faut faire usage de la manière forte... et sanglante. Ni les deux révolutions soulevées perfidement par les Bulgares, ni toutes leurs intrigues en Europe, ni leur propa-

gande terroriste en Macédoine n'ont abouti à ce qu'ils escomptaient: en dépit de toutes les mesures coercitives et criminelles dont ils sont les pauvres victimes, les Serbes et les Grecs de Macédoine restèrent fidèles à leurs nationalités respectives, refusant toujours de se faire tartariser par les Bulgares.

Provoquées par la propagande terroriste bulgare exercée sur la population serbe et grecque de Macédoine, la Serbie et la Grèce se virent appelées à protéger leurs frères macédoniens et à parer à la propagande de Sofia. A la fin du compte, les Bulgares et l'Europe durent se convaincre que la question macédonienne ne peut recevoir une solution satisfaisante qu'avec le concours de la Serbie et de la Grèce. C'est dans cette conviction-là, formée un peu tard il est vrai, qu'il faut chercher le germe et les motifs de l'Alliance balkanique de 1912 qui a été, en son temps, l'expression d'une politique réelle et qui fut, pour cela même, détruite, avec le concours de M. Rizoff, par les Puissances centrales.

A cette époque, M. Rizoff, quoique serbophobe convaincu, entreprend, non sans art, son petit jeu serbophile en se servant de tous les moyens imaginables. Dans ses interviews et entretiens, il prenait constamment l'attitude d'un serbophile déclaré qui, à cause de son amitié pour les Serbes, était mal vu par ses compatriotes chauvins. Sa femme est une Serbe du Monténégro, fille de M. Vouletitch, hôtelier de Cettigné; Rizoff lui-même parlait parfaitement le serbe (il était Macédonien), ce qui lui avait valu notre pleine confiance en son philoserbisme. Armé de ces moyens et en homme rusé qu'il était, Rizoff comptait, en premier lieu, sur notre sentimentalité et, à en croire son propre aveu, il était satisfait de son rôle sentimental. Au mois de novembre 1911, le Dr Milovanovitch ayant accompagné le roi Pierre à Paris, se rencontra là avec MM. Rizoff et Stancioff, pour discuter les modalités de l'alliance serbo-bulgare et les détails de la délimitation des frontières territoriales. Le Dr Milovanovitch était réaliste dans sa politique, mais il fut en même temps un grand patriote qui méprisait la phraséologie et la déclamation politique. Ceci, cependant, ne devait pas empêcher les deux Bulgares de spéculer sur sa sentimentalité. Au cours d'une conférence de ces trois diplomates, Stancioff eut l'idée de sortir pour quelques instants

de la salle des séances afin de laisser MM. Milovanovitch et Rizoff en tête-à-tête, ce dont Rizoff profita pour faire à M. Milovanovitch ces importantes déclarations:

« Tu sais bien (MM. Milovanovitch et Rizoff se tutoient depuis longtemps) que mon dévouement fatal à l'idée d'une entente définitive entre la Serbie et la Bulgarie m'a attiré bien des soupçons de la part de mes compatriotes et il me semble que tu peux croire à ma sincérité et à ma franchise absolues dans cette affaire. Eh bien! je te jure sur ma patrie et mon honneur que c'est notre dernière tentative d'arriver à une entente et que jamais plus la Serbie ne trouvera un gouvernement bulgare mieux disposé que le gouvernement actuel pour conclure une pareille entente avec la Bulgarie... » (V. Guéchoff: « L'Alliance Balkanique », pp. 51 et 52.)

Mais la comédie ne devait pas s'en tenir là. Ce fut précisément à ces mots que Stancioff rentra... Les deux comédiens ne se doutaient guère qu'ils avaient affaire à un diplomate avisé et pénétrant qui connaissait à fond la mentalité grossière des Bulgares...

Ayant commencé sa carrière politique et diplomatique comme anti-slave, M. Rizoff l'a terminée comme tel: en 1885, en tant que disciple de Stambouloff, il combattait l'influence russe en Bulgarie; en 1915, en tant qu'adorateur des méthodes et (de la politique des Centraux, il travaillait inlassablement et avec passion à jeter la Bulgarie dans la guerre contre la Serbie et la Russie. Publiciste, il entra en chauvin dans la vie politique; diplomate, il la quitta en chauvin. Et sa publication récente, accueillie même par l'opinion publique allemande avec toutes les réserves possibles, en a fourni les meilleures preuves.

M. Rizoff ne fut à aucun moment démocrate. Il débuta dans la carrière diplomatique comme partisan de Stambouloff, comme partisan d'un régime qui étouffait par la terreur et par la violence les principes démocratiques. Il termina sa carrière politique en partisan fervent du régime du gouvernement personnel, du goût de celui du poing prussien, des casernes autrichiennes et de la « tolérance » magyare envers toutes les races non mongoles.

P. S. T.,

La politique de calcul de Radoslavoff

Lors des débats sur les crédits de guerre, le ministre-président bulgare, M. Radoslavoff, a prononcé au Sobranié un long discours qui reflète bien la mentalité des politiciens de Sofia. Nous reproduisons ici, uniquement à titre de curiosité, un résumé de ce discours tel qu'il a été publié par les « Narodni Prava » du 6 avril. Tout en laissant à nos lecteurs le soin de juger par eux-mêmes la politique de calcul que M. Radoslavoff a si bien développée, nous faisons remarquer que les Bulgares, malgré le vote unanime des crédits, ne sont pas tout à fait persuadés de l'excellence du marché dont M. Radoslavoff leur a parlé. Parce que, en échange des milliards qu'ils doivent payer en tout cas à l'Allemagne, ils reçoivent conditionnellement les terres serbes, grecques et roumaines. Le marché n'est pas bilatéral, et les Bulgares qui parient toujours sur deux chevaux, se voient obligés de payer d'avance le compte d'une affaire dont la fin n'est pas du tout sûre. C'est très troublant, en effet.

Je ne sais pas, a dit M. Radoslavoff, si chacun l'approuvera, mais c'est une qualité chez nous de ne pas aller à l'extrême, de ne pas être vindicatifs (!) comme le furent nos adversaires en Serbie et en Roumanie (!) sans parler de nos autres voisins. Aussi, lorsque je dis que notre position est exceptionnelle, je n'entends par là qu'une seule frontière pourra procurer sous ce rapport la sécurité à la Bulgarie. Nous devons d'abord nous protéger par le Danube, de façon que la frontière septentrionale de la Bulgarie soit assurée contre toute éventualité; c'est la frontière naturelle, la meilleure possible, meilleure que toutes les autres que la Bulgarie possède actuellement. Mais pour pouvoir nous procurer une telle frontière, il nous fallait aborder la question qui n'est pas l'annexion, mais qui est celle de l'unité, l'unité des Bulgares de Dobroudja avec la Bulgarie. Dans ce sens nous agissons selon le principe accepté par tous les corps socialistes, car nous ne prenons pas la terre, nous n'annexions pas la terre d'autrui, nous ne demandons que l'incorporation de nos compatriotes...

G. Kirkoff. — Y compris la terre, bien entendu!

Ministre Président. — Sans la terre, non; tout le monde le reconnaît. D'autres qui ont de l'influence ont soutenu, sous ce rapport, l'incorporation de la Dobroudja à la Bulgarie et nous sommes heureux de pouvoir obtenir même ce qui n'est pas prévu dans nos traités. Ce relève, ici pour la seconde fois, le fait que nous n'avons pas eu de traité avec nos alliés pour toute la Dobroudja. Je vous en dirai la cause pour que l'opinion publique ne soit pas égarée; je vous dirai que la situation politique en 1913 fut telle que nous n'avons pas pu introduire dans le traité avec nos alliés la clause d'après laquelle ils auraient dû prendre la Dobroudja, et cela d'abord parce que la Roumanie était l'alliée de nos alliés, et en second lieu, parce que notre traité devait avertir les Roumains pour les maintenir dans la neutralité, vu que la Bulgarie ne réclamait rien d'eux...

Notre alliance avait un intérêt: avertir le roi de Roumanie et le déterminer à rester tranquille, parce qu'il était attaché lui aussi à cette alliance; en second lieu, si notre alliance ne pouvait pas convaincre les Roumains de marcher avec elle, elle avait l'intérêt de leur persuader que la Bulgarie, selon le traité, n'ait pas de prétention sur la Dobroudja et que notre principal et unique but est de délivrer la Macédoine. Mais malgré cela, Messieurs les Députés, nous avions fait une réserve sous ce rapport, en disant: si la Roumanie se mêle à la guerre contre un de nos alliés, ou contre nous, sans motifs ni provocations de notre part, alors la Bulgarie obtiendra ce qu'on lui avait pris en 1913. Cela veut dire que nous avons eu des avantages du fait que nous n'avons pas provoqué la Roumanie pour entrer en guerre mais que ce fut elle qui déclara la guerre à l'Autriche-Hongrie pour lui prendre le Banat et la Transylvanie. Et même quelque chose de plus, Messieurs les Députés! Nous avons appris, plus tard, que la Roumanie ne se contentait pas de ce qu'elle nous avait pris en 1913, mais qu'elle avait réclamé le territoire entre Rouchtchouk et Varna avec le chemin de fer reliant ces deux villes.

Une voix de la droite. — Avec Choumla!

Ministre Président. — Evidemment avec Choumla. Mais comme nous ne provoquâmes pas la Roumanie et comme elle entra en guerre du côté des puissances de l'Entente, nous étions engagés à marcher avec nos alliés et, par conséquent — en cas de succès — de gagner la Dobroudja de 1913. Il restait encore la Dobroudja de 1878, c'est-à-dire l'ancienne Dobroudja bulgare. Cette ancienne Dobroudja est déjà incorporée à l'empire de Bulgarie; d'abord, parce que le peuple a décidé lui-même de s'unir avec sa mère Bulgarie, en second lieu parce que la Bulgarie prêta une grande aide et fit de grands sacrifices dans les luttes contre la Rou-

manie, et troisièmement parce que la diplomatie de nos alliés a bien voulu faire de la sorte. De cette façon, lorsque la paix sera conclue avec la Roumanie, lorsque la frontière de la Bulgarie sera assurée par le Danube depuis Semendria jusqu'à Tourna, jusqu'à la manche Saint-Georges, alors la Dobroudja entière entrera dans les frontières de l'Empire.

Messieurs les députés, pour vous en convaincre vous avez dû lire le discours du comte Czernin qu'il a prononcé avant-hier. Jusqu'à présent, comme vous le savez, on prenait garde de ne pas parler aussi clairement que je parle maintenant, car on risquait de nuire à la cause même.

Messieurs, si les diplomates d'Allemagne et d'Autriche se sont gardés de parler plus clairement en ce qui concerne les Balkans, la cause en était qu'ils savaient combien les peuples des Balkans sont susceptibles, sensibles, nerveux, et combien ils ont dans leur cœur et dans leur âme de cette jalousie orientale. Voilà pourquoi ils n'ont voulu faire prématurément rien de ce qui pourrait être à notre détriment, voilà pourquoi ils furent prudents sous ce rapport. Maintenant qu'ils ont obtenu la sécurité en Orient où n'existe plus l'ennemi, les diplomates commencent à parler plus clairement et c'est pour cela que le comte Czernin disait entre autres: « La Bulgarie obtiendra tous les territoires habités par les Bulgares ». Cela complète mes déclarations en ce qui concerne la promesse que la Bulgarie obtiendra la Macédoine dans laquelle est comprise la Morava habitée par les anciens Bulgares, elle aura aussi la Dobroudja avec nos braves et vaillants Bulgares dobroudjiens.

Quand on fait des pourparlers il y a, sans doute, des affaires qui ne marchent pas tout à fait à souhait. Nous donner de l'argent, des milliards, de la nourriture et des munitions pour lutter, nous donner le pays que nous demandons selon le traité et hors de traité, pourquoi tout cela? Seulement parce que nous sommes Bulgares? Et bien ça ne va pas; et puis c'est impossible et que d'autre part nous devons examiner de la fin de la guerre, nous devons examiner aussi nos comptes mutuels.

Jurdanof. — C'est important!

Ministre Président. — Bien sûr, c'est très important. Ainsi nous devons d'abord payer, la Dobroudja viendra après. Lorsque je vous dis que la Dobroudja, d'après le traité préliminaire, a été donnée aux quatre alliés, alors vous voyez que ce n'est qu'une étape vers la solution définitive de cette question. Que nous ayons des comptes à régler avec nos alliés, ça vous l'avez su. Vous avez constamment crié, quand vous avez examiné les budgets dans la commission budgétaire et financière, que nous aurions à payer des milliards et des milliards, j'ai même ici entendu des voix qui précisaient douze milliards de francs. Vous voyez, Messieurs, que les choses sont autrement, vous voyez que les commandes faites depuis 1913 jusqu'au 1er avril de cette année ne dépassent même pas deux milliards de francs. Si nous comparons cette somme aux gains que nous obtenons, j'ose donner ma modeste opinion que nous nous en sommes tirés à très bon marché, car l'acquisition de la Macédoine et de la Morava et la liberté des Bulgares dobroudjiens valent bien plus que deux milliards! Ce n'est pas un calcul de banquier que je fais. Nous obtenons une chose inestimable, c'est quelque chose de précieux et de cher que nous devons sentir et laisser subsister pour notre prospérité.

Ceux qui veulent comprendre le comprendront, Messieurs les députés! De cette somme que nous devons pour les commandes, il y aura quelque chose à déduire. Combien grande sera cette déduction, je ne peux pas vous le dire ici, car je ne voudrais pas vous dire les choses qui ne sont pas achevées.

Pastuhof. — Est-ce que l'on nous paiera?

Ministre Président. — Nous ne toucherons pas l'argent mais on réduira pour autant notre dette, ce qui revient au même. De combien on la réduira, sur quel compte, c'est une question à laquelle on répondra publiquement le 10 ou le 12 avril au plus tard. Je suis persuadé que le peuple bulgare, quand il jugera la réalisation de nos aspirations nationales, n'en fera pas une question d'argent, mais il tiendra plutôt compte des territoires et des richesses que nous recevrons.

A la droite et au centre de la droite. — Parfaitement! (Vifs applaudissements.)

Ministre Président. — A présent, pour donner une forme à cette dépense, nous la rangerons parmi les crédits, car les matériaux que nous donna ce crédit à renforcé notre vie qui continuera à consolider notre unité nationale. Voilà pourquoi je désirerais qu'à l'occasion du vote d'un tel crédit pour un tel but, il n'y ait

pas de divisions parmi les représentants du peuple. Messieurs, je ne vous parle pas comme ministre, je vous parle comme Bulgare. Je ne devrais pas vous répéter les mêmes paroles, rappelez-vous que nous vivons les moments historiques qui resteront inscrits dans l'histoire. Nous sommes partis et nous allons vers un but, car la fin couronnera notre œuvre. Si vous faites un geste ici dans le Sobranié en acceptant à l'unanimité ce crédit à l'occasion des deux votes, comme le gouvernement l'a proposé, vous ferez plaisir non pas à nous, ni au gouvernement, ni à moi personnellement, vous accomplirez un acte patriotique que tout le monde approuvera, ceux du front aussi bien qu'à l'arrière, le peuple entier.

K. Pastuhof. — Qui est-ce qui aura à toucher l'argent?

Ministre Président. — Je suppose que nous nous comprenons. Je fais appel à vous et vous prie d'accepter ma proposition. Il ne faudrait pas qu'il y eût le moindre malentendu... Car, Messieurs les députés, si vous ne donnez pas une telle solution à ma proposition, nous commencerons avec les débats, nous aurons des explications qui ne devraient être données dans une séance publique. Dans ce cas, si vous n'acceptez ma première proposition, je recourrai à l'art. 100 de la Constitution et demanderai que les personnes étrangères au Parlement quittent le Sobranié.

M. Malinoff et les autres de la gauche. — Nous acceptons!...

L'horreur bulgare en Serbie

— Un témoignage suisse —

Le Genevois du 30 avril publie l'article suivant sur le régime bulgare en Serbie.

Il est vraiment surprenant, voire paradoxal, que la presse suisse soit, par les temps actuels, si peu renseignée sur les maux dont souffre la Serbie envahie; la presse du pays, qui est devenue une sorte de pont entre les deux principaux groupes de belligérants, du pays qui, par sa position géographique et par son rôle, durant cette guerre, est une sorte de tribunal-aéropage international à même de juger les actes de tous les belligérants et de tirer la morale de ce terrible conflit.

C'est une chose d'autant plus incompréhensible que cet îlot entouré de feu possède deux grandes institutions internationales à qui le monde entier a confié une tâche qui est précisément de renseigner et de secourir: l'Union postale universelle et la Croix-Rouge internationale.

Il faut reconnaître que la presse suisse a fait tout son possible pour renseigner ses lecteurs sur la situation de la malheureuse Serbie. Cependant il est non moins exact que, dans les interpellations des conseillers nationaux de la Suisse romande, au mois de mars de l'année dernière, on a en vain cherché le nom serbe.

De l'oubli du nom du peuple serbe et des atrocités qu'il endure, au cours de cette interpellation qui présente un document de la plus grande importance et fait honneur à ses auteurs, il faut déduire que l'opinion publique en Suisse n'est, malgré tout, pas suffisamment renseignée à ce sujet.

Pour être juste, il faut d'emblée remarquer qu'il ne s'agit pas non plus du manque d'intérêt de la Suisse à l'égard d'un petit peuple qui se trouve aussi en Europe; au contraire, les Suisses ont, dès le premier jour des hostilités, marqué leur grande sympathie à la nation serbe.

Non, le manque d'informations que nous regrettons s'explique par les mesures brutales prises en Serbie par les envahisseurs, qui ne laissent passer aucune nouvelle exacte. Nous avons en vue, surtout, cette partie du pays qui a eu le malheur de tomber sous le joug des Bulgares.

Tous les efforts des nombreuses institutions créées en Suisse sont demeurés sans résultat. Les malheureux habitants de cette partie de la Serbie n'ont pas encore la possibilité d'envoyer de leurs nouvelles à leurs plus proches parents, qui se trouvent au loin, en exil... Pour les Bulgares, il n'existe ni convention internationale, ni respect humain, ni morale. Ils restent insensibles devant la douleur, devant les larmes, devant la joie, devant le bien et le mal.

Mais la question se pose, ces mesures draconiennes sont-elles dictées par des raisons stratégiques? Evidemment non, car les raisons seraient les mêmes pour les alliés occupant l'autre rive de la Morava.

Les raisons de ces mesures ont été données par des informations venant d'Autriche-Hongrie, ainsi que par le délégué socialiste serbe envoyé par les Bulgares à la conférence de Stockholm, qui a parlé des cruautés commises par les soldats bulgares en Serbie orientale. Toutes ces mesures n'ont qu'un but: l'extermination du nom et de la race serbes. Les hommes les plus en vue, notamment les prêtres et les instituteurs, sont fusillés; la plus grande partie

de la population voire même les femmes et jeunes filles, sont déportées en partie en Asie-Mineure et vouées aux travaux forcés. Internement signifie condamnation à mort. On avait annoncé le départ pour Sofia d'un certain nombre de personnes, dont peu après, on apprit la mort. Ceux qui restent et gardent les maisons sont maltraités et brutalisés. Une femme écrit indirectement à son mari et lui dit: « Envois d'urgence de l'argent à tes enfants épuisés et malades, sinon ce serait trop tard. »

Dans un journal, le *Novelliste Morave*, on lit souvent que les préfets bulgares ont été accueillis avec joie et que les enfants lançaient des fleurs sur leur passage. Quelle honte! Si les enfants moraves, du véritable type serbe, ont fait cela, ce n'est que sous les coups de fouet et la menace du poignard. C'est la bulgarisation à tout prix. Sur tout le territoire oriental sont recherchés et brûlés les livres écrits en langue serbe, afin que disparaisse également la langue parlée par ce peuple depuis des siècles.

Lorsque la population genevoise qui, depuis trois ans, témoigne sa sympathie à une générosité en faveur de tous les peuples opprimés, s'éleva tout dernièrement contre la déportation et le recrutement forcé en Serbie méridionale et orientale, le premier ministre bulgare répondit à cette noble manifestation par cette réponse laconique et cynique: « Je fais la guerre! »; ce qui veut dire: « C'est vrai, mais cela ne vous regarde pas. »

Voilà la raison pour laquelle les Bulgares se cachent derrière une muraille de Chine, pourquoi ils ne laissent parvenir aucune nouvelle des territoires occupés par eux. C'est uniquement afin de laisser ignorer leurs actes, — qui appartiennent à l'époque de Néron et de Caligula.

Mais ils ne déroberont pas leurs actes à l'Histoire. Pour le moment ils ressemblent à l'autruche qui cache sa tête dans le sable du désert pour échapper au chasseur. Les maximes par lesquelles les Bulgares défendent leur régime et les violations du droit des gens qu'ils commettent ressemblent dans la civilisation contemporaine à celles de l'Erostrate du IV^eme siècle. L'anéantissement conscient d'une population innocente vaincue, l'interdiction à la mère qui pleure de donner de ses nouvelles à son fils exilé, de la sœur à son frère, est un acte égal à celui de l'incendie du temple de Diane à Ephèse. Le Bulgare, en foulant aux pieds la conscience morale qui sépare notre siècle des précédents, mérite d'être nommé l'Erostrate de notre époque.

Les Bulgares ne craignent pas en ce moment une revanche, mais la justice immanente et l'histoire jugeront et condamneront leurs actes. La voix de la conscience et la morale de la civilisation crieront dans le ciel: « Cessez de tuer un peuple asservi, séchez les larmes des mères, des sœurs; cessez d'être un vivant anachronisme. Autrement l'Histoire ne connaîtra que les maux que vous avez engendrés et vous ne serez que l'Erostrate de notre temps. »

(Le Genevois.)

S.

LES ÉVÉNEMENTS DANS LES BALKANS

Bulgarie

Théories bulgares sur les rapports entre Etats

L'« Echo de Bulgarie » publie dans son éditorial du 23 avril, les réflexions suivantes sur les coalitions et le règlement des rapports entre Etats après la guerre.

« Nous avons éprouvé lors des guerres balkaniques, mieux que quiconque, la possibilité de voir tous les ennemis, alliés et neutres, s'unir contre le plus puissant. Notre diplomatie devait prévoir que la morale n'entre pas en considération dans le domaine des intérêts. Nous avons cédé aux Grecs et aux Serbes des territoires beaucoup plus étendus qu'ils ne l'avaient espéré eux-mêmes avant la guerre, et, cependant, ils étaient mécontents, non parce qu'ils recevaient peu, mais parce que nous recevions plus. Nous remplacions les Turcs dans les Balkans, et notre force inspirait des craintes aux Serbes et aux Grecs. Si nous renoncions à la Thrace, nous aurions pu obtenir la Macédoine toute entière et la guerre entre les alliés ne se serait pas produite, car nous ne serions pas un danger pour eux. Pour les mêmes raisons, si nous renoncions à la Macédoine pour avoir Constantinople, nous les aurions vu tous se dresser contre nous.

« Donc il est impossible de satisfaire les ambitions de tous les alliés, mais il y a certaines limites qui ne peuvent être franchies. Ces limites sont fixées par la situation internationale. Chaque allié de la coalition qui triomphe doit jouir, après la guerre, par rapport aux Etats vaincus, d'une situation politique et économique meilleure que celle d'avant la guerre; tandis que, par rapport aux alliés, on doit maintenir la situation telle qu'elle était au moment de l'intervention. »

Ces aveux bulgares méritent d'être enregistrés.